

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction  
des Libertés Publiques

**ARRÊTE**

n° 2011-DLP/BUPE-**577** du **20 OCT. 2011**

**mettant en demeure la société ELYSEE COSMETIQUES à FOLKLING de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-159 du 22 mai 2000 dans un délai imparti**

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'Environnement, partie législative et partie réglementaire, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté préfectoral DCTAJ- n° 2011-110 en date du 14 juin 2011 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY , secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n° 2000-AG/2-159 du 22 mai 2000, n° 2001-AG/2-23 du 22 janvier 2001, n° 2001-AG/2-259 du 13 juillet 2001 et n° 2002-AG/2-138 du 15 mai 2002 autorisant la Société ELYSEE COSMETIQUES à exploiter une unité de fabrication de produits cosmétiques sur le site du Technopôle de Forbach-Sud à FOLKLING ;
- VU** la visite d'inspection réalisée par l'Inspection des Installations Classées en date du 30 septembre 2011 sur le site de la Société ELYSEE COSMETIQUES à FOLKLING ;
- VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 20 octobre 2011 ;

Considérant l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2000 susvisé qui précise qu'en toute période l'exploitant doit être en mesure de justifier d'une caution solidaire suivant le modèle défini par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié ;

Considérant le non-respect de cette prescription, les dernières garanties financières étant arrivées à échéance au 31 mars 2011 ;

Considérant que le non-respect de cette prescription réglementaire est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, à savoir notamment la sécurité publique et l'impact sur l'environnement ;

Considérant qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : La société ELYSEE COSMETIQUES située sur le site du Technopôle Forbach-Sud à FOLKLING est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-159 du 22 mai 2000 dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 : Infractions aux dispositions de l'arrêté**

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du Code de l'Environnement.

**Article 3** : En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

**Article 4** : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,  
Le Sous-préfet de FORBACH,  
Les inspecteurs des installations classées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de FOLKLING où est implantée l'entreprise.



Pour copie conforme  
Le Chef de Bureau

  
Roland LANGENFELD

Fait à Metz,

25 OCT. 2011

  
Le Préfet, <sup>et</sup>  
Le Secrétaire Général

Olivier du GRAY